



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Épreuves communes de contrôle continu

Question au Gouvernement n° 2655

Texte de la question

ÉPREUVES COMMUNES DE CONTRÔLE CONTINU

M. le président. La parole est à Mme Sylvie Tolmont.

Mme Sylvie Tolmont. Monsieur le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, les épreuves communes de contrôle continu – E3C – se déroulent dans un chaos inédit. La rupture d'égalité est partout : les sujets sont mis en ligne sur les réseaux sociaux, les configurations d'examen non respectées. Loin de se limiter à des actes minoritaires, l'exaspération enflé dans les territoires, y compris ultramarins, contrairement à ce que vous prétendiez il y a deux semaines.

Encore plus inquiétant : les professeurs en grève et les élèves subissent pressions et menaces. Des dizaines d'élèves de première sont menacés d'être sanctionnés d'un zéro à leur examen pour leur participation réelle ou supposée à des blocages. Depuis vendredi, ce sont plus d'une dizaine de lycéens de 16 ans qui ont été mis en garde à vue, parfois plus de 24 heures, parce qu'ils contestent votre réforme et refusent ce bac devenu local.

Pourtant, les enseignants vous alertent depuis des mois sur son impréparation, sur leurs conditions de travail, leurs salaires, leur manque de moyens. Ils n'en peuvent plus ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

L'école de la confiance que vous revendiquez n'est plus qu'un slogan vide de sens. Pourquoi en irait-il différemment alors que, par exemple, les enseignants qui ont participé à l'hommage rendu à leur collègue Christine Renon en octobre dernier viennent de voir leur salaire de janvier amputé de cette journée de recueillement ?

M. David Habib. C'est honteux !

Mme Sylvie Tolmont. Il est regrettable que le message du Président de la République demandant que le Gouvernement fasse preuve d'humanité ne soit pas encore arrivé jusqu'à votre ministère. À cela s'ajoute l'inquiétude des enseignants quant à leur retraite future, alors que le Conseil d'État vient sèchement de déclarer inconstitutionnelle la seule garantie obtenue par les syndicats pour compenser la forte baisse de leurs pensions provoquée par votre réforme. Au milieu de cette situation chaotique, après des jours de silence, vous prenez la parole pour annoncer que, désormais, les élèves auront trente minutes de sport en plus chaque jour à l'école.

Le déni, tout comme l'intimidation et la pression, ne peuvent être un mode de gouvernance. Oui, quelque chose de grave se passe sur le terrain. Maintenir la poursuite des épreuves dans un tel contexte serait irresponsable. C'est pourquoi nous vous demandons solennellement, pour le bien des personnels, des élèves et de leurs parents, de les suspendre. (*« Très bien ! » et applaudissements sur les bancs des groupes SOC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse. Vous posez de nombreuses questions. Je commencerai par répondre à la dernière avant de tenter de traiter l'ensemble en deux minutes. Je commencerai par un sujet très significatif. Vous avez évoqué les trente minutes d'activité physique par jour à l'école primaire. Oui, c'est un projet que nous assumons totalement, avec Roxana Maracineanu et Tony Estanguet. Je rappelle d'ailleurs que c'est actuellement la semaine olympique, sujet auquel votre voisin Régis Juanico est très sensible. En effet, il faut développer l'activité physique chez les élèves. C'est un très beau projet, que nous proposons sur la base du volontariat. Nous ne l'imposons à personne et lançons simplement des appels à projet ! Pourquoi caricaturer les choses et affirmer à l'instant que nous voulons l'imposer ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.)*

Mme Sylvie Tolmont. Et le reste ?

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. Tout ce que vous dites est à l'avenant : vous caricaturez et schématisez.

Mme Sylvie Tolmont. Vous ne regardez pas la réalité en face !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. J'en viens à la question de la rémunération des professeurs. Oui, il est nécessaire de l'améliorer. Le premier à le dire est votre serviteur ! Je le dis depuis que je suis entré en fonctions. Nous avons préparé ce chantier, qui est mûr pour les négociations sociales que nous menons actuellement avec les organisations syndicales. L'avenir me donnera raison ; vous le verrez, il faudra le reconnaître !

Mme Sylvie Tolmont. Je ne suis pas votre élève !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. Car, effectivement, il y aura des augmentations substantielles. Cela devrait vous réjouir ; nous devrions être ensemble sur ce sujet ! Ces augmentations, qui n'ont pas eu lieu quand vous étiez au pouvoir, vont être réalisées par cette majorité ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et quelques bancs du groupe MODEM – Protestations sur les bancs du groupe SOC.)*

M. David Habib. Rendez-nous Bayrou ! *(Sourires.)*

Données clés

Auteur : [Mme Sylvie Tolmont](#)

Circonscription : Sarthe (4^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2655

Rubrique : Enseignement secondaire

Ministère interrogé : Éducation nationale et jeunesse

Ministère attributaire : Éducation nationale et jeunesse

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [5 février 2020](#)